



LE 29 SEPTEMBRE, À L'AFPA AUSSI, MOBILISONS-NOUS !

Pour nos salaires, nos emplois, nos conditions de travail et pour l'avenir de l'AFPA !

Le 29 septembre, les agent-es de la Fonction publique seront en grève et en manifestation à l'appel de leurs organisations syndicales, pour leurs salaires, leurs conditions de travail et les moyens nécessaires aux services publics.

Mais cette journée ne concerne pas uniquement les fonctionnaires. La défense des services publics nous concerne toutes et tous : pour se soigner, se déplacer, faire garder ses enfants, accompagner nos aîné-es, faire respecter nos droits au travail, accéder à la formation ou faire face aux transformations de notre société.

Plus de besoins, mais toujours moins de moyens : l'équation ne tient pas.

Vieillesse de la population, accès aux soins, transition écologique, réindustrialisation, nouvelles technologies, reconversions... Nos besoins augmentent et exigent davantage de services publics, de personnels et de moyens.

Quand un service ferme, s'éloigne ou se dégrade, ce sont les inégalités qui progressent : davantage de délais, plus de kilomètres à parcourir et, pour beaucoup, des droits auxquels il devient plus difficile d'accéder.

À l'AFPA, nous savons ce que signifie « faire plus avec moins ».

Depuis plusieurs années, l'AFPA subit des réductions de moyens, des suppressions d'emplois et une dégradation des conditions de travail. Aujourd'hui, un nouveau projet de réorganisation est présenté par la Direction, avec des conséquences qui pourraient être lourdes pour les salarié-es et les territoires : suppressions d'emplois, centres menacés et activités réduites.

À chaque fois qu'un centre ferme, qu'une activité disparaît ou qu'un poste n'est pas remplacé, ce sont aussi des possibilités de formation, de qualification et d'accompagnement qui reculent.

Pourtant, l'AFPA n'est pas une entreprise comme les autres. Depuis 80 ans, elle répond à un besoin collectif : former, qualifier et accompagner les adultes, partout sur le territoire.

La formation professionnelle n'est pas un coût :

c'est un investissement pour l'avenir.

La transition écologique, la réindustrialisation et les reconversions massives exigent un investissement majeur dans la formation initiale et continue. Garantir à chacune et chacun l'accès à une qualification reconnue, c'est aussi répondre aux besoins de la société et disposer de professionnel·les formé·es dans tous les métiers essentiels.

Il y a urgence à construire un véritable ****Service public de la Formation Continue****, dont l'AFPA doit être l'une des pierres angulaires.

L'État doit investir dans la formation et sortir des logiques de mise en concurrence qui dégradent les parcours et les conditions de travail. Il faut préserver le maillage territorial des centres AFPA, rénover leur bâti et moderniser les plateaux techniques.

À l'AFPA, nous voulons :

- **des salaires qui permettent de vivre dignement**, avec de véritables augmentations générales ;
- **des emplois en nombre suffisant** pour assurer nos missions et remplacer les départs ;
- **de meilleures conditions de travail** et des mesures concrètes contre les risques psychosociaux ;
- **des moyens budgétaires à la hauteur** des besoins de formation et de qualification ;
- **le maintien d'une AFPA de proximité**, présente dans tous les territoires ;
- **la défense et le développement de nos missions** de service public ;
- **un avenir pour l'AFPA qui ne se construise pas par les suppressions d'emplois**, les fermetures de centres et la dégradation du service rendu.

Chaque année, des centaines de milliards d'euros de fonds publics sont versés aux entreprises. L'argent existe : c'est une question de choix politiques et de priorités. Il doit être davantage orienté vers les services publics, la formation et les besoins de la population.

Le 29 septembre, faisons entendre la voix des salarié·es de l'AFPA !

Nous appelons les salarié·es de l'AFPA à se mettre en grève et à rejoindre les manifestations organisées partout en France.

[Lien des rassemblements de manifestations](#)

Pour nos salaires. Pour nos emplois. Pour nos conditions de travail. Pour l'AFPA. Pour le service public de la formation professionnelle.

Le 29 septembre, mobilisons-nous !

